



Sérieux problèmes avec les déchets radioactifs de propriété fédérale au Canada

Lettre ouverte au Premier Ministre, au Parlement et au Gouvernement du Canada

Par [Collectif d'auteurs](#)

Mondialisation.ca, 29 janvier 2020

Communiqué

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Environnement](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Nous voulons porter à votre attention un enjeu majeur pour tous les Canadiens, soit l'urgence de gérer les déchets nucléaires du gouvernement fédéral de manière responsable pour protéger l'air que nous respirons et la sécurité de notre eau potable.

*Vous devez vous intéresser à ce dossier crucial pour la santé et la sécurité des générations actuelles et futures. La déclaration ci-jointe a paru en anglais dans *The Hill Times*. Vous trouverez des informations supplémentaires en français sur les sites Internet ccnr.org et concernedcitizens.net.*

Dr Gordon Edwards, président, Regroupement pour la surveillance du nucléaire

Dr Eric Notebaert, Association canadienne des médecins pour l'environnement

Dr Ole Hendrickson, président, Ottawa River Institute

Au Premier ministre, au Parlement et au Gouvernement du Canada

Les organisations soussignées s'inquiètent énormément des déchets radioactifs publics dont le Gouvernement fédéral a confié la gestion à un consortium privé dont font partie SNC-Lavalin et deux sociétés multinationales du Texas. *

- Le Canada n'a aucune politique nationale ni de stratégie à long terme pour la gestion de ses déchets radioactifs, si bien que le consortium a reçu carte blanche pour élaborer et mettre en œuvre des projets qui nous semblent impuissants à protéger la santé des citoyens et de notre environnement.
- En vertu du contrat fédéral qui le lie à *Énergie atomique du Canada Limitée*, ce consortium reçoit des milliards de dollars de nos impôts pour faire la promotion de techniques de stockage des déchets radioactifs ou de « déclassement » des réacteurs nucléaires qui ne respectent même pas les règles de sécurité internationales.
- En ce moment même, le consortium veut remplir de béton les restes radioactifs de deux centrales nucléaires en bordure de la rivière des Outaouais et de la rivière Winnipeg, malgré l'avis contraire d'organismes internationaux et de spécialistes indépendants en matière nucléaire. Même ensevelis dans le béton, ces réacteurs laisseraient leur radioactivité fuir

vers les rivières pendant des milliers d'années et contamineraient l'eau potable de millions de Canadiens.

- Le consortium veut également entasser plus d'un million de tonnes de déchets radioactifs toxiques juste à côté d'une zone marécageuse qui se draine dans la rivière des Outaouais. Cette colline de déchets contiendrait toutes sortes d'éléments radioactifs à longue durée de vie et créés par l'homme, comme le plutonium-239, ainsi que d'autres produits non radioactifs mais tout aussi dangereux, comme les biphényles polychlorés, le plomb, l'arsenic ou l'amiante.

- Le consortium transporte déjà de grandes quantités de déchets radioactifs sur les routes publiques depuis Pinawa (Manitoba), depuis Douglas Point (Ontario) et depuis Gentilly (Québec), vers Chalk River où se trouvera le monticule proposé, en amont de notre capitale nationale.

Nous demandons que le Gouvernement fédéral mette fin à son contrat avec le consortium dès la fin du premier mandat de six ans, en 2021, ou dès que possible. Nous demandons aussi que le Gouvernement se donne des politiques sur les déchets radioactifs et qu'il mette en place des projets exemplaires qui respecteront les normes internationales ou qui les dépasseront.

Ces politiques et ces projets devront:

- être élaborés en consultation avec les Premières Nations et le grand public canadien;
- créer de nombreux emplois stables et bien rémunérés tout en protégeant la santé et les biens des Canadiens;
- entreposer les déchets radioactifs dans des installations sécuritaires ultramodernes, loin des sources d'eau potable;
- rétablir le leadership canadien en matière nucléaire avec des solutions de classe mondiale et fondées sur la science pour enrayer le problème croissant des déchets radioactifs à travers le monde.

** Les membres du consortium, connu sous le nom d'Alliance nationale canadienne de l'énergie, ont changé à plusieurs reprises depuis que le consortium a obtenu le contrôle des déchets nucléaires du Canada en 2015, quand il est devenu le seul actionnaire des Laboratoires Nucléaires Canadiens, une filiale à part entière d'Énergie Atomique du Canada Ltée. Les membres actuels du consortium incluent SNC-Lavalin, qui a été [bannie par la Banque mondiale](#) depuis 10 ans et qui fait face à des accusations au Canada, la Fluor Corporation du Texas, qui a payé 4 millions\$ pour se défaire d'allégations de [fraude financière](#) liées aux travaux de décontamination radioactive sur un site de déchets nucléaires américain, de même que Jacobs Engineering du Texas qui a récemment fait l'acquisition de CH2M, un membre original du consortium qui a payé 18,5 millions\$ pour mettre fin à [des accusations criminelles](#) relatives à un site de nettoyage nucléaire aux États-Unis.*

Les Signataires :

Alliance of the Anishinabek Nation and the Iroquois Caucus
Canadian Coalition for Nuclear Responsibility
Canadian Association of Physicians for the Environment
Sierra Club Canada Foundation
Friends of the Earth Canada
Ontario Clean Air Alliance
Ecology Ottawa
Ottawa River Institute
Unifor
FTQ - Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Greenspace Alliance of Canada's Capital
National Council of Women of Canada
Provincial Council of Women of Quebec
Provincial Council of Women of Ontario
Concerned Citizens of Renfrew County and Area
Northwatch
Les Artistes pour la Paix
Concerned Citizens Committee of Manitoba
Prevent Cancer Now
Action Climat Outaouais
Ralliement contre la pollution radioactive
Bonnechere River Watershed Project
Old Fort William Cottagers' Association
Pontiac Environmental Protection
Petawawa Point Cottagers Association
Coalition Against Nuclear Dumps on the Ottawa River
Esprit Whitewater
Durham Nuclear Awareness
First United Church (Ottawa) Water Care Allies

www.ccnr.org www.concernedcitizens.net

Lien : Hill Times

<https://www.hilltimes.com/wp-content/uploads/2020/01/0127>

Image en vedette : [GAÏA Presse](#)

La source originale de cet article est Communiqué
Copyright © [Collectif d'auteurs](#), Communiqué, 2020

Articles Par : **[Collectif d'auteurs](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca